

Lapsus, bourdes, gaffes et couacs... Les symptômes de gouvernants qui ne dirigent plus rien



Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a commis lundi 17 juin, au Bourget, une nouvelle bourde, et des meilleures. Elle a été révélée quelques jours après (sans doute non sans arrière-pensée) par le magazine L'Express et elle fait un "buzz" sur Internet.



17 juin 2013 : au Salon du Bourget, le Premier ministre fait part, devant les caméras du monde entier, de [l'impressionnante démonstration](#) de l'avion Rafale qu'il vient de voir alors que celle-ci a été annulée.

À l'occasion de l'inauguration du 50ème salon International de l'Aéronautique et de l'Espace, l'occupant de Matignon a en effet salué, devant des centaines de personnalités venues du monde entier, « l'avion de combat Rafale [du fabricant français Dassault] que nous venons, dans une impressionnante démonstration ce matin, de voir. »

Le petit problème, c'est que la démonstration du Rafale en question avait été annulée avant le discours du Premier ministre car le plafond nuageux était trop bas.

Comme le relève L'Express de ce mercredi 26 juin, le Premier ministre - et ses collaborateurs - ont oublié de mettre à jour son discours, préparé à l'avance. Pire encore, le discours écrit a été transmis le lundi 17 au soir par les services de Matignon sans aucune correction à toutes les rédactions des médias.

The image is a screenshot of a news article on the Planet.fr website. At the top, the Planet.fr logo is visible, along with a search bar and navigation tabs for various categories like 'ACTUALITÉS', 'ARGENT', 'AUTO', 'CUISINE', 'VOYAGES', 'SANTÉ', 'PEOPLE', 'DÉTENTE', and 'FOR'. Below the navigation, there is a breadcrumb trail: 'Vous êtes ici : Actualités > High-Tech > Dossier de la rédaction > La boulette de Jean-Ma...'. The main heading of the article is 'DOSSIER DE LA RÉDACTION' in large blue letters. Below this, there are social media sharing icons for Facebook, Twitter, and others, with a 'J'aime' button showing 62 likes. The article title is 'La boulette de Jean-Marc Ayrault au Salon du Bourget' in a large, bold black font. Underneath the title, it says 'Le 26/06/2013 à 11:15 - Maëlle Boudet'. A green speech bubble icon with the text 'Réagissez' is to the right. The main text of the article reads: 'Lundi 17 juin, Jean-Marc Ayrault était présent sur le Salon du Bourget pour son inauguration. Le Premier ministre a commis une boulette lors de son discours, visiblement pas remis à jour. La vidéo et les détails avec Planet.fr.' Below the text is a photograph showing a group of men in suits, some of whom are clapping. To the right of the photo, there is a short text snippet: 'Le Salon du Bourget a ouvert ses portes le lundi 17 juin. Pour l'occasion, Jean-Marc Ayrault était présent et a prononcé un discours. Et c'est bien lors de ce discours que le Premier ministre a commis une boulette.'

MANQUE DE CONFIANCE, BÊTISE ET J'MEN FOUTISME

Certains esprits indulgents pourront bien entendu trouver qu'il s'agit d'un détail qui ne mérite pas que l'on s'y attarde.

Ce n'est pas mon cas. Car, lorsque l'on est le chef du gouvernement français, il n'y a pas de "détail" et l'on n'a pas le droit à l'erreur. Il n'est pas permis de débiter devant un parterre de journalistes et d'invités venus du monde entier des erreurs flagrantes que tout le monde peut relever. Un Premier ministre doit avoir une conscience aiguë de l'éminence et de la dignité des fonctions qu'il exerce et qui doivent l'obliger à être pleinement conscient, à tout instant, de ce que l'on dit et de ce que l'on fait. Ou alors, il faut qu'il change de métier !

Cette bourde monumentale commise par M. Ayrault résulte de l'accumulation de plusieurs négligences :

- le rédacteur du discours n'a pas été sur le qui-vive (peut-être n'était-il d'ailleurs pas à côté du Premier ministre ?),
- les responsables accompagnant le chef du gouvernement n'ont pas relu son discours dans les minutes le précédant,
- plus grave que tout, le Premier ministre lui-même est dans le "toc", la fausseté, la bêtise, le manque de confiance en lui. Il n'est pas à ce qu'il fait. Il se sent incapable de prononcer spontanément un discours, il lui faut des béquilles intellectuelles qui le guident pour savoir ce qu'il "doit dire".

Du coup, le chef du gouvernement se repose aveuglément et étourdiment sur un discours prémâché sans comprendre qu'on lui fait dire une ânerie, sans même se rendre compte qu'il n'a pas vu ce qu'il assure avoir vu devant des centaines d'officiels.

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Au fond, tout cela résulte d'un "j'm'en-foutisme" généralisé tout au long de la chaîne de décision dans les allées du pouvoir.

LES SYMPTÔMES DE DIRIGEANTS QUI ONT LA TÊTE AILLEURS

Du reste, la bourde de Jean-Marc Ayrault s'inscrit dans un contexte plus global où le public s'est habitué à voir ou à entendre des membres du gouvernement commettre des lapsus ou des erreurs énormes.

Ainsi :

30 juillet 2012 : aux Jeux Olympiques de Londres, la ministre des Sports affirme que notre escrimeuse Laura Flessel est judokate.

On se rappelle ainsi la ministre des Sports, Valérie Fourneyron, déclarant le 30 juillet 2012 en direct sur France 2 : « *On a envie, avec le Président, de pouvoir aller voir plusieurs disciplines, qu'il s'agisse de la boxe, qu'il s'agisse d'aller au judo pour voir notre porte-drapeau Laura Flessel (...)* ».

Cette [déclaration](#), qui fit elle aussi un "buzz" sur Internet, a ruiné durablement l'image de la ministre dans les milieux sportifs, où personne n'ignore que Laura Flessel est n'est pas du tout une judokate mais une des meilleurs escrimeuses mondiales.



The image is a screenshot of a news article from the website L'Express. The article is titled "JO 2012: la bourde de Fourneyron sur Laura Flessel" and is categorized under "Actualité > Politique". The text of the article states: "La ministre des Sports, Valérie Fourneyron, accompagne ce lundi François Hollande aux Jeux olympiques. Mais elle croit la porte-drapeau française judokate alors que Laura Flessel est escrimeuse." Below the text, there is a photograph of Valérie Fourneyron speaking at a podium. The article also includes social media sharing options (Facebook, Twitter, etc.) and a "Voter" button.

12 octobre 2012 : au cours de la visite d'un hôpital à Lorient, la porte-parole du gouvernement [demande à un médecin légiste](#) si ses "patients" nouent des liens d'amitié avec lui après son intervention...

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Lors d'un déplacement en Bretagne à Lorient, le 12 octobre 2012, Najat Vallaud-Belkacem, ministre des Droits des femmes et porte-parole du gouvernement, a visité l'unité médico-judiciaire du "Pôle femme-mère-enfant" du Centre hospitalier de Bretagne-Sud.

Au cours de la visite, la ministre, oubliant complètement les fonctions de son guide, le Docteur Suply, médecin légiste (qui fait les autopsies des cadavres) a cru bon de lui poser cette question : « *Est-ce qu'il arrive que les enfants qui sont reçus ici, arrivent à créer un tel lien de confiance qu'ils souhaitent vous revoir par la suite ?* ».

Le spécialiste des autopsies lui a répondu poliment devant les caméras : « *Alors moi non, puisque je suis médecin légiste...* »



Najat Vallaud-Belkacem, aux côtés du Dr Suply, le vendredi 12 octobre à Lorient.

21 février 2013 : à l'Assemblée nationale, le ministre des Anciens combattants annonce la libération d'otages français qui sont encore prisonniers.

Le 21 février 2013, [lors d'une séance de questions](#) au gouvernement à l'Assemblée nationale, Kader Arif, ministre délégué aux Anciens combattants, a demandé à prendre la parole pour annoncer dans l'hémicycle la libération des 7 otages français enlevés au Cameroun, et cela sous les applaudissements de ses collègues.

Une demi-heure plus tard, du même endroit, il affirmait n'avoir que « *relayé des informations de presse* » avant que le Quai d'Orsay ne démente carrément l'information, au grand scandale des députés et des familles des otages, outrées d'une telle faute.

RMC.fr
ON AIR
LES GRANDES QUESTIONS
A 12h30 - Pierre Ballester
Ecouter RMC

France Monde Météo Info Trafic

Info > France

OTAGES

Après sa gaffe sur les otages, Kader Arif doit-il démissionner ?

Jeudi, le ministre délégué aux Anciens combattants Kader Arif a annoncé la libération des 7 otages français enlevés au Cameroun, avant de la démentir. Une faute qui prête le flanc aux critiques de cafouillages à droite.

Mathias Chaillot avec Céline Martelet | RMC.fr | 22/02/2013 Réagir 72 réactions

s'abonner aux newsletters imprimer l'article

Recommander 37 Tweeter 0 +1 0

© AFP - Philippe Huguen

Le ministre Kader Arif a d'abord annoncé la libération des otages avant de se rétracter.

Il y a des jours où il vaut mieux, parfois, ne rien dire. Kader Arif s'en est bien rendu compte jeudi, lorsqu'il s'est levé lors d'une séance de l'Assemblée nationale et a demandé à prendre la parole. Le ministre délégué aux Anciens combattants a alors **annoncé la libération des 7 otages français enlevés au Cameroun, sous les applaudissements de ses collègues**. Une demi-heure plus tard, du même endroit, il affirmait n'avoir que « relayé des informations de presse » avant que le Quai d'Orsay ne démente l'information pour de bon.

Très vite, l'opposition crie au cafouillage et même au « bordel » au sein du gouvernement. Après Jean Marc Ayrault obligé de recadrer un ministre depuis le Cambodge sur la PMA et Laurent Fabius qui annonce des prévisions de croissance dans son coin alors que François Hollande est en Grèce, comme une impression de désordre flotte au sein du gouvernement.

7 juin 2013 : en visite officielle au Japon, le président de la République [confond le peuple chinois et le peuple japonais](#) dans sa conférence de presse devant le Premier ministre nippon.

Dans une conférence de presse avec le premier ministre japonais, Shinzo Abe, vendredi 7 juin, le président de la République a évoqué la prise d'otages à In Amenas en Algérie au cours de laquelle dix Japonais ont été tués. François Hollande a alors exprimé « *les condoléances du peuple français au peuple chinois* ».

Il a fallu que ce soit l'interprète du président français qui corrige le tir lors de la traduction simultanée, en substituant le bon adjectif.

Mais la presse française et internationale n'a pas raté la bourde : comme l'a titré le journal britannique Guardian « *La première règle en visite officielle à l'étranger est généralement de savoir dans quel pays on se trouve...* ».



DES DIRIGEANTS TRANSFORMÉS EN PRÉSENTATEURS DE TÉLÉ ET EN INSPECTEURS DES TRAVAUX FINIS

Les bourdes que je viens de rappeler eussent sans doute, dans plusieurs cas, entraîner la démission de leurs auteurs voici encore quelques dizaines d'années, à une époque où l'on ne plaisantait pas avec le devoir d'exemplarité d'un membre du gouvernement.

Mais il est vrai que ce type de bourdes était rarissime, tant les titulaires de postes ministériels faisaient attention à ce qu'ils disaient, et à ce qu'ils faisaient, et avaient également moins d'occasion de les commettre.

Car l'objet de cet article n'est pas de dire que le gouvernement Ayrault serait spécialiste des bourdes et des lapsus calamiteux. Ce serait inexact et injuste. Il y en aurait à peu près tout autant à dire sur les précédents gouvernements. Parmi d'autres, Nicolas Sarkozy, François Fillon, Nadine Morano ou Roselyne Bachelot commirent aussi des impairs magistraux.

En réalité, le problème n'a rien à voir avec une question de clivage droite-gauche. Il a en revanche tout à voir avec le fait que nos dirigeants ne dirigent plus grand-chose, sinon rien. Pire encore, comme j'ai pu le constater moi-même lors de mes expériences en cabinets ministériels, c'est le concept même de diriger qui a déserté nos responsables gouvernementaux. Cette évolution funeste résulte de deux phénomènes structurels :

- **d'une part, le vrai pouvoir a déserté la France et ses palais nationaux.** Les grandes décisions stratégiques, dans tous les domaines, sont désormais prises à la Commission européenne à Bruxelles, à la Banque Centrale Européenne à Francfort, à l'OTAN à Washington et Bruxelles. Mes lecteurs connaissent trop mes analyses pour que j'insiste sur ces points essentiels.
- **d'autre part, un nouveau ministre, lorsqu'il prend ses fonctions, a tôt fait de constater qu'il n'a pas**

d'autre pouvoir que de se plier à un agenda frénétique de rendez-vous : réunions de tel ou tel Conseil européen, entretiens bilatéraux avec tel ou tel ministre homologue de passage en France, déplacement en France, en Europe ou dans le monde, correspondant à des engagements périodiques ou obéissant à des pressions politiques de tel ou tel élu local, telle ou telle collectivité, tel ou tel syndicat professionnel, etc.

Le nouveau ministre est d'autant plus enclin à se plier à cet agenda que l'équipe de "communicants" qui l'entoure lui fait valoir les mérites d'avoir un "passage média" à l'occasion de ces rendez-vous. L'obsession qui hante de nombreux cabinets ministériels est en effet de tout faire pour faire mousser son ministre dans les médias, dans l'espoir que cela lui permettra d'obtenir un surcroît de notoriété afin de poursuivre plus avant sa carrière politique. On ne compte plus, dans les antichambres ministérielles, les conflits misérables qui opposent l'écurie de tel ministre à l'équipe de tel autre pour savoir qui aura le premier le *scoop* du 20 heures sur TF1.

De la sorte, le service de l'État, la réflexion sur la politique à mener, l'énergie à défendre les intérêts du peuple français, et même la simple dignité comportementale, se dissipent et s'effacent au profit d'une pathétique et parfois sordide course au scoop, ou même à la désobéissance gouvernementale - ce que les médias appellent un "couac" - dans le seul espoir de faire parler de soi. Et c'est dans ce climat frénétique et irréfléchi qu'apparaissent les lapsus et les bourdes.

Ainsi nos ministres sont-ils devenus des sortes de présentateurs de télévision, qui inspectent les travaux finis, commentent l'actualité ou s'apitoient publiquement des catastrophes. Le tout pour mieux oublier qu'ils ne dirigent plus rien d'essentiel en France.

Un exemple de la pathétique "course au scoop"

La déclaration intempestive de Kader Arif, ministre délégué aux Anciens combattants, rappelée ci-dessus a été qualifiée de "gaffe" par les médias mais elle s'apparentait plutôt à la course au scoop. Car la motivation du ministre - dont le portefeuille est peu porteur médiatiquement, c'est le moins que l'on puisse dire - était au fond de faire enfin parler de lui.

Cette course au scoop constitue l'une des principales plaies de l'action gouvernementale contemporaine et l'exemple suivant en donnera la meilleure illustration.

Certains policiers affectés à la protection des hautes personnalités se rappellent encore avec colère et indignation la "course au scoop" particulièrement scabreuse qui opposa le président de la République Nicolas Sarkozy à son Premier ministre François Fillon et au ministre de l'Écologie Jean-Louis Borloo lorsqu'un autocar de pèlerins polonais tomba dans un ravin près de Vizille (Isère) le 22 juillet 2007.

Les coups bas entre les équipes de communicants et les services de protection se multiplièrent entre les équipes de l'Élysée et de Matignon pour savoir qui parviendrait à capter le meilleur audimat en capitalisant de façon cynique sur ce terrible accident routier qui fit 26 morts.

François Fillon et Jean-Louis Borloo brûlèrent la politesse au président de la République en se rendant sur les lieux du drame avec force caméras dès la fin de matinée. Nicolas Sarkozy se vengea en allant accueillir le président polonais Lech Kaczynski à l'aéroport de Grenoble l'après-midi et en se rendant avec lui au chevet des rescapés avec les caméras de TF1.



La reprise par les médias de cette photo de François Fillon faisant savoir qu'il avait « demandé que tout soit mis en œuvre pour l'accueil des blessés » et « qu'ils soient traités dans les meilleures conditions possibles » - demander le contraire eût été étonnant - fut vécue comme un triomphe digne d'Austerlitz par les équipes de communicants de Matignon.



Les équipes de communicants de Jean-Louis Borloo ne furent pas peu fières de ce cliché, diffusé par le Nouvel Observateur, où le ministre de l'Écologie annonçait - comme s'il s'agissait d'une idée géniale et nouvelle - qu'il voulait « un recensement de tous les points noirs » où se sont produits des accidents graves. Il est vrai qu'il aurait



Les équipes de communicants de l'Élysée estimèrent avoir remporté la course au scoop en obtenant de TF1 le reportage de Nicolas Sarkozy avec le président polonais Kaczynski au chevet des rescapés avec les caméras de TF1. Elles firent savoir que le président de la République française s'était déclaré « bouleversé par l'ampleur de la catastrophe » et avait annoncé qu'il allait « suivre de très près l'évolution de l'enquête ».

Des exemples de « couacs »

Au cours des derniers mois, outre les bourdes, gaffes et lapsus, le gouvernement français a été confronté à une série de « couacs », c'est-à-dire à des déclarations faites par des membres du gouvernement qui piétinent délibérément la hiérarchie et la solidarité gouvernementales, ou la répartition des tâches entre les ministres, dans le seul but de faire parler de soi dans les médias.

Par exemple :

- [le 3 février 2013](#), le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, en déplacement au Cambodge, a été contraint de désavouer publiquement, par médias interposés, la ministre déléguée à la Famille, Dominique Bertinotti, qui avait assuré à tort que la Procréation Médicalement Assistée (PMA) ferait partie de la loi sur la famille.
- [le 19 février 2013](#), le président François Hollande, en visite officielle en Grèce, a été contraint de désavouer publiquement son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, qui avait cru bon d'évoquer à Paris une croissance française de l'ordre de 0,2 à 0,3% en 2013. Furieux, le chef de l'État a indiqué que la nouvelle prévision ne serait pas établie avant "fin mars avec le Haut conseil aux Finances publiques".
- [2 juin 2013](#) : La ministre de l'Artisanat, Sylvia Pinel, a affirmé à l'AFP son intention d'étendre la limitation dans le temps du statut d'auto-entrepreneur au-delà du seul secteur du bâtiment, prenant ainsi de façon délibérée le contrepied du Premier ministre Jean-Marc Ayrault qui avait tenu deux jours plus tôt des propos inverses.

CONCLUSION : LE REDRESSEMENT DE LA FRANCE PASSERA PAR LA RÉAPPROPRIATION DE CE QU'EST L'ART DE GOUVERNER

Il y a quelque chose de terriblement triste et parodique dans cette foire aux vanités qui s'est emparée de la classe politique française depuis au moins deux décennies, disons depuis la ratification du traité de Maastricht.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

Car si l'on a un peu le sens de la psychologie, *a fortiori* si l'on a côtoyé ce milieu comme je l'ai fait pendant quelques années, on sent bien que l'activité vibrionnaire de tous nos chefs d'État et ministres "post-maastrichtiens" recèle quelque chose d'angoissant.

C'est de l'angoisse du vide qu'il s'agit. Si nos pseudo-gouvernants se précipitent pour se saisir du moindre événement afin d'aller parader sur les médias - quitte à y multiplier lapsus, bourdes et couacs -, c'est fondamentalement pour tenter de se rassurer sur l'importance de leur rôle.

Mais cette frénésie ne sert à rien et c'est la raison pour laquelle, si on les observe finement, il flotte quelque chose de très désabusé et de mélancolique dans les regards de tout ce personnel politique. Car ils ont beau s'étourdir de voyages en jets, de rencontres au sommet et de passages sur les grandes télévisions du pays, les plus malins d'entre eux savent bien, dans leur for intérieur, que leur rôle n'est plus que celui d'une grandiose figuration, tant il a été vidé de substance par la prétendue "construction européenne". Dans le fond, nos dirigeants ne dirigent plus rien et ils le savent.

Diriger un État, comprendre les manœuvres concurrentes ou adverses des autres États du monde, déceler les risques encourus par la France et nos intérêts nationaux, décider d'un changement majeur d'orientation, conduire une politique conforme à l'intérêt des Français, savoir s'opposer aux lobbies de toute nature, tout cela ne s'improvise pas entre deux portes et sous les caméras.

- **D'une part, il y faut du temps, du calme, de la sérénité pour mener à bien une réflexion personnelle.**
- **D'autre part, il y faut une âme bien trempée, qui sache distinguer l'essentiel de l'accessoire, qui dédaigne le strass et le "bling-bling" et se concentre sur la vie réelle de nos concitoyens.**
- **Enfin, et surtout, il y faut la lucidité et le courage : on ne peut plus diriger la France pour de bon tant que notre pays restera sous la tutelle étrangère et dictatoriale de l'UE, de la BCE et de l'OTAN. Point.**

C'est la raison pour laquelle **le redressement de la France ne pourra pas faire l'économie d'un changement complet dans l'art de gouverner, c'est-à-dire qu'il passera forcément par une réappropriation complète du pouvoir de décision.**

Cela passera d'abord - je l'ai dit - par la sortie de l'UE, de la BCE et de l'OTAN.

Mais cela passera aussi :

- **a) par la réappropriation par les gouvernants de la maîtrise de leur agenda.** Les vrais dirigeants du monde occidental contemporain (les présidents des grands établissements financiers ou des grands groupes industriels ou des lobbies les plus puissants) ne passent pas leur temps à courir d'un sommet à un autre, d'une télévision à une autre, d'un pays à un autre. Ils prennent le temps de la réflexion et de la stratégie. Les principaux dirigeants français devront faire de même, et l'on notera que c'était exactement la façon dont gouvernait Charles de Gaulle.
- **b) par une saine prise de distance d'avec les grands médias.** Les dirigeants d'une France retrouvée refuseront la course au scoop et la tactique des couacs, de même que la « peopleisation ». Ils favoriseront l'élévation du débat public, en revenant notamment à des conférences de presse espacées dans le temps mais denses dans les explications abordées.
- **c) par une parole libérée et rendue au peuple français.** Les médias devront favoriser les grands débats publics et les institutions devront faciliter l'expression et la prise de décision du peuple souverain. Je renvoie ici à notre programme, présenté le 3 décembre 2011, qui prévoit de nombreuses réformes en la matière, et notamment la multiplication des référendums d'initiative populaire, la refonte du Conseil Constitutionnel et du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel, ou bien encore la réforme du statut de l'élu et la lutte contre la corruption.

Ce dont la France a besoin, c'est d'hommes ou de femmes d'État. Car l'on peut appliquer hélas mot pour mot à François Hollande ce mot fameux de Charles de Gaulle dans les Mémoires de Guerre au sujet d'Albert

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
Lebrun, le dernier Président de la IIIe République : « *Au fond, comme chef de l'État, deux choses lui avaient manqué : qu'il fût un chef ; qu'il y eût un État* ».

François ASSELINEAU